

# · ESPRIT ·

Comprendre le monde qui vient

212, rue Saint-Martin, 75003 Paris

[www.esprit.presse.fr](http://www.esprit.presse.fr)

**Rédaction :** 01 48 04 92 90 - [redaction@esprit.presse.fr](mailto:redaction@esprit.presse.fr)

**Ventes et abonnements :** 03 80 48 95 45 - [abonnement@esprit.presse.fr](mailto:abonnement@esprit.presse.fr)

**Fondée en 1932 par Emmanuel Mounier**

**Directrice de la rédaction** Anne-Lorraine Bujon

**Rédactrice en chef** Anne Dujin

**Rédacteur en chef adjoint** Jonathan Chaliér

**Responsable de la communication** Edouard Chignardet

## **Comité de rédaction**

Emmanuel Alloa, Joseph Bahout, Rémi Baille, Françoise Benhamou,  
Hamit Bozarslan, Sylvie Bressler, Fabienne Brugère, François Crémieux,  
Carole Desbarats, Élise Domenach, Matthieu Febvre-Issaly, Michaël Fœssel,  
Antoine Garapon, Joël Hubrecht, Annick Jamart, Justine Lacroix, Anne Lafont,  
Manuel Lafont Rapnouil, Emmanuel Laurentin, Guillaume Le Blanc,  
Nicolas Léger, Michel Marian, Marie Mendras, Jean-Claude Monod,  
Hélène Mugnier, Véronique Nahoum-Grappe, Bernard Perret,  
Jean-Pierre Peyroulou, Jean-Yves Pranchère, Camille Riquier,  
Emmanuelle Saulnier-Cassia, Jean-Louis Schlegel, Lucile Schmid

## **Comité d'honneur**

Olivier Abel, Dominique Bourg, Jean-Philippe Domecq,  
Jean-Pierre Dupuy, Alain Ehrenberg, Jean-Claude Eslin, Jean-Marc Ferry,  
Nicole Gnesotto, Dick Howard, Hugues Lagrange, Bernard Manin,  
Patrick Mignon, Thierry Paquot, Joël Roman, Olivier Roy, Jean-Loup Thébaud,  
Irène Théry, Georges Vigarello, Catherine Wihtol de Wenden, Frédéric Worms

# À plusieurs voix

**Mireille Delmas-Marty**  
ou le droit comme œuvre  
d'art

*Denis Salas*  
p. 10

**Le sens du travail**  
*Jacques-Yves Bellay*  
p. 12

**Ukraine-Russie :**  
les ponts sont coupés  
*Véronique Nahoum-Grappe*  
p. 16

**L'Italie, entre instabilité  
et transformisme politique**  
*Anna Bonalume*  
p. 19

**Iran : Femme, vie, liberté !**  
*Marie Ladier-Fouladi*  
p. 23

## Chine : la crispation totalitaire

**Introduction**  
*Chloé Froissart*  
p. 31

**Le fantasme de l'Un.  
Pourquoi la Chine est totalitaire**  
*Chloé Froissart*  
avec la collaboration  
de Kevin Cadou  
p. 37

**Une Inquisition rouge.  
Le Parti communiste chinois,  
malade du contrôle**  
*Jérôme Doyon*  
p. 47

**L'idéologue du régime**  
*Sacha Halter*  
p. 57

**Menaces sur l'économie  
chinoise**  
*Entretien avec  
Philippe Aguinier*  
p. 67

**Une seule Chine ?  
Défendre le *statu quo* à Taïwan**  
*Antoine Bondaz*  
p. 77

# Varia

Entre naissance et mort,  
la vie en passage

*Francis Guibal*

p. 91

En traduisant le poète

**Biagio Marin**

*Entretien avec Laurent Feneyrou  
et Michel Valensi*

p. 105

*Esprit au Portugal*

*Guilherme d'Oliveira Martins*

p. 117

# Cultures

***Chroniques***

p. 124

**Un libraire du siècle**

*Emmanuel Delille*

**Le souverain chasseur**

*Jérémie Denicourt*

**Les pas phosphorescents  
de Paul de Roux**

*Jean-Pierre Lemaire*

***Recensions***

p. 134

***En écho***

p. 154

***Avis***

p. 156



# AVOIR QUATRE-VINGT-DIX ANS

---

*Esprit* fête ses quatre-vingt-dix ans d'existence : à l'automne 1932, quatre jeunes gens en colère (Emmanuel Mounier, Georges Izard, André Déleage et Louis-Émile Galey) fondaient un mouvement et, avec lui, une revue, porteuse d'une ambition de révolution spirituelle et de rupture avec le « *désordre établi* ». Sous leur plume, ce désordre désignait la cupidité capitaliste, une démocratie parlementaire médiocre et la compromission de l'Église catholique avec l'ordre social bourgeois. L'expression a fait florès, et elle est restée longtemps au frontispice de la page 2 de la revue. En quatre-vingt-dix ans, les figures de l'adversité ont évidemment changé, mais les intuitions fondatrices sont restées vivantes. Et la notion de désordre établi garde son actualité à l'heure où les périls montent à nouveau de toute part, qu'ils aient le visage de la guerre, du recul du droit ou d'une planète en passe de devenir inhabitable.

En traversant les générations, *Esprit* a changé de mains et de forme, et cette longévité s'est traduite par des inflexions, des engagements successifs, des reformulations programmatiques qui sont le propre de la confrontation au temps long. Mais si l'histoire finit toujours par avoir raison des lignes idéologiques, la traverser implique de garder les yeux fixés sur quelques balises, qui guident la route même quand celle-ci devient sinueuse. Dans un texte sur les rapports entre anarchisme et pensée personnaliste, Mounier écrivait en 1937 : « *Trois notions me semblent exprimer ce que l'anarchisme a senti de plus profond sur l'homme : celles de dignité, de*

*révolte, d'émancipation*<sup>1</sup> ». Il y a bien là trois balises, qui ont guidé la revue au long cours et appelé des réponses intellectuelles et éditoriales spécifiques à chaque époque. L'attachement à la dignité de la personne, au cœur d'une philosophie personnaliste d'inspiration chrétienne, s'est traduit dans le combat pour les droits de l'homme et la démocratie. Si les totalitarismes du xx<sup>e</sup> siècle ont rendu suspecte toute prétention à la révolution, *Esprit* n'a eu de cesse de reconnaître la révolte contre l'injustice comme un moteur essentiel des sociétés humaines, dont témoignent autant les printemps arabes que les marches de la jeunesse pour le climat. Elle prend au sérieux le désir d'une émancipation, dont le contenu reste toujours ouvert et à conquérir, que portent les sociétés civiles à travers les mouvements sociaux et la vie associative ou syndicale. Elle affirme son attachement à l'institution comme principe d'organisation de la vie en commun, qui ne se fige pas mais reste en travail, en vue de ce que Ricœur appelait « *la vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes* »<sup>2</sup>.

Une revue est aussi une forme, un style d'intervention dans le débat public. Là encore, l'histoire a fait son œuvre, mais sans effacer les traits d'une attitude restée la même. Le premier de ces traits est le refus du purisme intellectuel : *Esprit* est une revue d'idées et de débat, mais elle

**Dans un débat intellectuel polarisé et souvent dégradé, la revue renouvelle sa confiance dans les vertus d'une confrontation ouverte des idées, sans raccourcis ni assignations.**

fut et reste avant tout une revue d'engagements, où le travail intellectuel ne se conçoit pas hors d'une inscription dans l'histoire et le monde, et accepte les nécessaires ambivalences de l'action. Le second trait réside dans une méfiance constante à l'égard de l'idéologie, et toute tentation qui consisterait à comprendre le monde, non à partir de

lui-même mais à travers une grille de lecture préconçue, que celle-ci soit politique ou religieuse. Dernièrement, la pandémie ou la guerre en Ukraine ont fait figure d'événements, au sens où elles ont fait rupture dans la continuité de nos représentations, ne se laissant pas rabattre sur des lectures interprétatives telles que l'apocalypse climatique, la poursuite de la guerre froide ou les vicissitudes de l'impérialisme américain. Ce respect de l'événement, comme surgissement d'une altérité qui nous

1 - Emmanuel Mounier, « Le destin spirituel du mouvement ouvrier : anarchie et personnalisme », *Esprit*, avril 1937, p. 185.

2 - Paul Ricœur, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil, 1990, p. 202.

ébranle, n'est pas sans lien avec une autre conviction d'*Esprit*, sur la nécessité d'accueillir la controverse. Dans un débat intellectuel polarisé et souvent dégradé, la revue renouvelle sa confiance dans les vertus d'une confrontation ouverte des idées, sans raccourcis ni assignations. Enfin, par son nom même, *Esprit* continue d'affirmer l'importance de la dimension spirituelle de l'existence, ce qui dans la vie déborde les seules conditions matérielles et lui donne un sens : la conscience d'une appartenance commune à l'humanité et au vivant.

L'aventure se poursuit et le relais se transmet à de nouveaux auteurs et autrices, à de nouveaux lecteurs et lectrices, toujours plus nombreux ces dernières années. Qu'ils connaissent et partagent cette histoire, ou qu'ils aient poussé récemment la porte, c'est avec et pour eux que nous remettons l'ouvrage sur le métier, en vue de « *l'invention, de mois en mois, d'une réponse neuve à l'événement neuf*<sup>3</sup> ».

*Esprit*

3 - Albert Béguin, « Fidélité et imagination », *Esprit*, novembre 1950.





À  
PLUSIEURS  
VOIX

# MIREILLE DELMAS- MARTY OU LE DROIT COMME ŒUVRE D'ART

Denis Salas

Mireille Delmas-Marty (1941-2022) laisse une œuvre singulière, à la fois rigoureuse et imaginative. Rien de juridique ne lui fut étranger, tant il est difficile de trouver une branche du droit qu'elle n'a pas abordée au long de sa carrière. Le nombre de cultures juridiques explorées (chinoise, sud-américaine, musulmane...) à l'occasion de ses voyages est considérable.

Dès ses premiers textes, sa pensée ancrée dans la technique juridique cherche les clés afin de rendre intelligibles ces vastes ensembles normatifs en interaction. C'est l'idée de modèle qui s'impose à elle dans *Modèle et mouvements de politique criminelle*<sup>1</sup>. Cet essai présente un schéma théorique capable d'orienter le sens de la réponse pénale en fonction des finalités qu'on lui donne (réinsertion ou rétribution, par

exemple...). Cette même orientation se retrouve dans le rapport sur *La Mise en état des affaires pénales*, remis au garde des Sceaux de l'époque Pierre Arpaillange<sup>2</sup>. Son idée est alors de proposer, entre les modèles inquisitoires (la tradition française) et accusatoires (*common law*), un troisième modèle, qu'elle appelle « *contradictoire* », d'où le juge d'instruction disparaîtrait. Ce modèle a longtemps inspiré, non sans arrière-pensées, les réformes plus ou moins abouties de notre procédure pénale visant à supprimer ce juge au profit du parquet.

Ce goût de la construction théorique, Mireille Delmas-Marty l'a poursuivi dans un travail de grande ampleur au sein de l'Union européenne, qui a débouché sur la rédaction d'un *Corpus juris*<sup>3</sup>. Le but était de remédier à l'hétérogénéité des droits et au manque d'enthousiasme des systèmes judiciaires nationaux à poursuivre les fraudes aux finances européennes. À partir d'un objectif stratégique visant à doter l'Union d'un organe de poursuite pour ces fraudes, elle a proposé un véritable « code », comprenant un catalogue d'infractions, une procédure spécifique et un organe de poursuite.

2 - M. Delmas-Marty et Serge Lavigne (sous la dir. de), *La Mise en état des affaires pénales* [en ligne], *Vie publique*, janvier 1991.

3 - M. Delmas-Marty (sous la dir. de), *Corpus juris, portant dispositions pénales pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne*, Paris, Economica, 1997.

1 - Mireille Delmas-Marty, *Modèle et mouvements de politique criminelle*, Paris, Economica, 1982.

De ce *Corpus Juris* ambitieux, il est resté le mandat d'arrêt européen (2002) et surtout, le Parquet européen, qui vient d'être créé en 2021. À partir de là, sa pensée va sans cesse s'élargir pour faire du monde le lieu même de son exploration. Elle envisage un droit à vocation mondiale, fondé sur un *jus commune* universalisable qui tourne le dos au souverainisme<sup>4</sup>.

L'impressionnante somme en quatre tomes, *Les Forces imaginantes du droit*, publiée au Seuil lors de son enseignement au Collège de France (2002-2011), plaide pour un « *pluralisme ordonné* », seul capable de juguler le désordre du monde. En exergue de ces ouvrages figure un tableau de la peintre portugaise Maria Helena Vieira da Silva, *L'Issue lumineuse* (1983-1986), qui situe d'emblée le projet : quelle voie permet de sortir le monde du chaos ? À l'ère de la globalisation, nous sommes confrontés au dérèglement climatique, au désastre des migrations, aux crises sanitaire et sociale... Comment trouver « *l'issue lumineuse* » permettant de sauver ce qui est le propre de l'humanité ? Le droit, n'étant plus au service d'un pouvoir, peut renaître dans des liens de solidarités entre citoyens conscients de leur communauté de destin. Il faut pour cela une confiance sans faille dans la

capacité à transformer nos représentations du monde. Là encore, c'est l'imagination créatrice qui permet d'affronter l'indétermination de l'avenir. Le monde du droit, tel un modèle en mouvement, est comparable à une œuvre d'art, à l'instar des mobiles d'Alexandre Calder, en quête perpétuelle d'équilibre entre des sources diverses et hétérogènes.

---

**C'est l'imagination  
créatrice qui  
permet d'affronter  
l'indétermination  
de l'avenir.**

---

L'un de ses derniers essais accomplit cette rencontre entre théorie juridique et création poétique à travers l'image de la boussole<sup>5</sup>. C'est le sens de l'installation du plasticien Antonio Benincà, la *Boussole des possibles*, inaugurée au château de Goutelas le 18 septembre 2021. À l'échelle de la mondialité, la boussole lestée d'un fil à plomb est le centre magnétique de valeurs communes, capable de nous guider dans l'incertitude des temps. Son rôle – mais n'est-ce pas une manière

4 - M. Delmas-Marty, *Trois défis pour un droit mondial*, Paris, Seuil, 1998.

5 - M. Delmas-Marty, *Aux quatre vents du monde. Petit guide de navigation sur l'océan de la mondialisation*, Paris, Seuil, 2016. Voir aussi M. Delmas-Marty, *Une boussole des possibles. Gouvernance mondiale et humanismes juridiques*, Paris, Éditions du Collège de France, coll. « Leçon de clôture », 2020.

d'évoquer celui du juge ? – est de stabiliser l'instable, d'échapper au désordre, de penser l'imprévisible. Par exemple, en ne dressant plus sécurité contre liberté, mais en cherchant leur articulation nécessaire ; en n'opposant plus le « tout-marché » à la défense de l'environnement, mais en associant le destin de l'humanité à celui des êtres vivants, en ouvrant l'humanisme aux interdépendances avec le monde non humain...

L'art relaie la pensée discursive, mais c'est un art géométrique et abstrait, un concept doté d'une forme sensible. Mireille Delmas-Marty appelle les juristes à être « *paysagistes* » pour s'adapter au monde vivant et « *architectes* » pour donner sa rectitude au droit commun. Ils sont capables de réveiller une nouvelle intelligence collective quand la raison d'État n'éclaire plus rien. Dans le monde global, il n'y a plus « *le maître des vents* » qui permettait jadis de naviguer en eaux calmes. Les interdépendances croissantes impliquent des solidarités nouvelles et des responsabilités partagées. Il faudrait, pour sortir de ce tourbillon infernal, un souffle plus fort parce qu'il vient de plus haut, de plus loin, du plus profond de la conscience humaine. Dans un monde sans histoire commune, ce qu'elle appelle « *la spirale des humanismes* » serait la synthèse des visions qu'ont les humains de leurs relations aux générations futures et au

monde non humain. C'est grâce à cette confiance dans l'aventure collective que nous pourrions bâtir des solidarités capables de surmonter l'imprévisible, tant il est vrai, comme l'écrit Paul Ricœur, que « *nous ne pouvons imaginer une société sans utopie, car ce serait une société sans dessein*<sup>6</sup> ».

---

**Denis Salas**

Magistrat, directeur des *Cahiers de la justice*, il a notamment publié *Les 100 mots de la justice* (Presses universitaires de France, 2011).

## LE SENS DU TRAVAIL

Jacques-Yves Bellay

La France manque de bras. Dans nombre de secteurs, les offres d'emploi restent sans réponse et les employeurs s'arrachent les cheveux. Et dans cette conjoncture, le discours politique se révèle particulièrement indigent. La récente querelle à gauche entre Fabien Roussel et Sandrine Rousseau est la preuve d'une certaine misère de la pensée. Quand le premier dit préférer un travail pour tous au développement du RSA, l'autre réplique par le droit

6 - Paul Ricœur, *L'Idéologie et l'utopie*, trad. par Myriam Revault d'Allonnes et Joël Roman, Paris, Seuil, 1997, p. 372.

à la paresse. Il est pathétique de voir opposer le travail au loisir, selon un référentiel qui, de toute évidence, ne fonctionne plus aujourd'hui.

En effet, le débat sur la « valeur travail » et sa supposée disparition n'a plus lieu d'être, du moins pas dans les mêmes termes. Le travail est une manière de gagner sa vie qui contribue à lui donner du sens. Quand il ne permet pas de vivre dignement ou qu'il se résume à des tâches dont on ne voit pas la finalité, le corps social craque. Nous sommes sortis, dans les années 1980, des formes et des lieux de travail installés par la société industrielle. La sidérurgie, les mines ou le textile non seulement produisaient du travail, mais ils créaient du corps social. On gagnait sa vie par des travaux souvent pénibles, sauvés de la fatigue du fait qu'on appartenait à un groupe social où la chaleur humaine et la solidarité régnaient. Les sociétés néolibérales, soumises aux seules lois du marché, alliées à la quasi-disparition des industries lourdes, ont conduit à la fragmentation du corps social, chacun étant « rentré chez son automobile », comme le chantait Claude Nougaro.

C'est à cette période qu'est apparu le chômage de masse, accentuant la désorganisation sociale. « *Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire de la seule activité qui leur reste. On*

*ne peut rien imaginer de pire*<sup>1</sup>. » Mais le constat d'Hannah Arendt se double aujourd'hui de la perspective d'un travail dénué de sens. Tous les directeurs des ressources humaines le constatent. La plupart des candidats à l'emploi sont évidemment attachés au salaire, mais dans le même temps, ils attendent de l'entreprise qu'elle soit accordée aux valeurs de la vigilance environnementale, du dialogue social et du respect de la vie familiale. Le carnage écologique, la guerre en Ukraine et l'inflation occupent les esprits. Quand, par surcroît, la vie familiale est rendue invivable par des emplois du temps hachés menu, des temps de transport insensés et des logements aux prix prohibitifs, le travail devient l'objet d'une longue plainte journalière.

La Covid a remis les choses en place. Beaucoup ont questionné leur « monde d'avant » et ont cherché, à peine sortis des confinements, à préserver ce qu'ils avaient touché du doigt. Ils ont quitté la restauration, le ramassage scolaire et autres tâches à l'hôpital, soit pour s'installer à leur compte, soit pour accepter des postes, éventuellement moins rémunérés, mais assurant une vie régulière. Il est étrange de rencontrer une infirmière préférant un poste de caissière de supermarché à

1 - Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne*, trad. par Georges Fradier, préface de Paul Ricœur, Paris, Calmann-Lévy, 1961, p. 40.

celui d'une profession dénuée de sens à force de codage des actes, rythmé par les rappels du service en urgence pour pallier les absences. Du télétravail obligé, nous sommes passés au télétravail souhaité. Les mètres carrés de bureau ont été diminués, les employés ne sont plus présents tous ensemble, les temps de réunion sont restreints, on se parle par visioconférences. Beaucoup y trouvent leur compte et s'habituent à l'entreprise virtuelle. On ne connaît pas encore les conséquences personnelles et sociales de cette formule, si la satisfaction sera durable et quelles nouvelles aspirations vont inévitablement voir le jour. Mais aujourd'hui, avec le durcissement des règles d'indemnisation du chômage, la réforme des retraites ou la baisse des crédits pour l'apprentissage, l'horizon s'assombrit. Comme toujours, les classes supérieures seront peu touchées. Ce sont les derniers de cordée qui vont prendre de plein fouet les mesures annoncées. On pense aux métiers du bâtiment, aux petits bras du travail social et de la santé (aides à domicile, assistantes maternelles, aides-soignantes, voire infirmières, etc.), sans compter l'artisanat et les PME qui n'ont pas les moyens de faire face aux aléas de la conjoncture.

---

## **Il est étonnant que les politiques ne tiennent aucun compte des métamorphoses de la question sociale.**

---

Il est étonnant que les politiques ne tiennent aucun compte des métamorphoses de la question sociale. Si l'on peut comprendre les soucis d'équilibre budgétaire, en revanche, l'absence de vision du monde du travail est pathétique. Depuis longtemps, les sciences sociales alertent sur les conditions de travail et leurs conséquences sur la personne. En pure perte, semble-t-il. Partout, on constate le déclin de l'autonomie des salariés. L'obsession de l'évaluation dans l'enseignement ou le soin, la pratique maniaque du *reporting*, les fonctionnements managériaux pyramidaux, tout cela contribue à des démissions de plus en plus nombreuses, à l'heure où les hommes et les femmes attendent du travail qu'il soit un levier d'émancipation. Ce sont les métiers d'« aide » qui sont le plus touchés, car ce sont ceux qui, glorifiés pendant les confinements, sont soumis à une précarité permanente pour des salaires indignes. Pour ne prendre qu'un seul exemple, comment admettre la disposition de l'Éducation nationale consistant à muter les aides à la vie scolaire (AVS) tous les trois ans ? On voit ainsi des enfants handicapés

et leurs parents totalement déstabilisés par des remplacements incongrus, alors que l'enfant progressait parce qu'une confiance s'était établie entre lui et son AVS.

Les sociétés modernes produisent une vulnérabilité de masse. Si la protection sociale coûte « un pognon de dingue », en l'abordant sous le seul prisme budgétaire, la cible est ratée de façon quasi systémique. Ce que l'on prendra à droite, on le redonnera à gauche sous forme d'arrêts de maladie, de congé de longue durée pour cause de non-prise en compte de la pénibilité mentale et physique. Pourquoi les garages manquent-ils de mécaniciens ? Non par désintérêt de la profession, mais, les moteurs automobiles étant de plus en plus compressés, ils produisent des maux de dos qui rendent le travail impossible après 50 ans. Ce ne sont plus seulement les chômeurs qui sont les indigents valides de nos sociétés. Quand on annonce des pénuries en tous genres, un hiver agrémenté de coupures d'électricité, voire, un comble, des restrictions d'eau en Bretagne, ce ne sont pas uniquement les sans-emploi qui se sentent exclus, mais une quantité de citoyens qui viennent grossir les rangs des surnuméraires du monde<sup>2</sup>.

L'État n'en peut plus. À force de ne faire confiance qu'à lui-même, d'ignorer les signaux envoyés par le corps social et de regarder le monde d'en bas avec condescendance, il s'est voué à la déliquescence. Tout discours sur le travail est devenu inaudible. Il y a fort à parier que, dans ce contexte, les appels à la sobriété pour cause de menaces climatiques et de solidarité avec les Ukrainiens ne rencontrent que peu d'écho. Lorsque le travail est vanté comme une valeur et que, dans le même mouvement, il s'effrite dans toutes les classes de la société, toute mesure est accueillie comme une agression. Nos dirigeants seraient bien inspirés de quitter l'univers des experts en faisant confiance aux initiatives des territoires. Les expériences « Territoires zéro chômeur de longue durée » sont des réussites. Mais aussitôt dit, aussitôt fait, les crédits baissent. Une existence ne se construit pas dans des situations professionnelles aléatoires : c'est tellement évident que c'est oublié.

---

**Jacques-Yves Bellay**

Écrivain, il a notamment publié *Le lac de Côme ou la symphonie des ombres* (Yellow Concept, 2021).

2 - Voir Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, p. 386.

# UKRAINE- RUSSIE : LES PONTS SONT COUPÉS

Véronique Nahoum-Grappe

La réponse, le 10 octobre 2022, au sabotage du grand pont de Crimée, emblématique de l'emprise de Moscou sur la péninsule, au matin du 8 octobre, est dirigée contre des civils. Les centres-villes sont visés à des heures de grande affluence, à côté des centres névralgiques du pays. Mais la moitié des missiles a été interceptée et leur horrible mortalité, qui ne doit pas être banalisée, semble limitée par un manque de précision et de modernité technologique. L'attaque du pont de Crimée a versé peu de sang (mais toujours trop), alors que les bombardements russes n'expriment qu'une fureur vengeresse.

Le brillant sabotage rendait visible, mieux que les mots, en Ukraine comme en Russie, que le programme de l'invasion ne se déroule pas comme prévu, et il rappelait que la Crimée est ukrainienne. Les réseaux ukrainiens crépitent : « *Bon anniversaire Vova [diminutif de Vladimir] : tu as de la chance d'avoir reçu un cadeau qui coûte cher !* » L'attente de la rétorsion posait à nouveau la question centrale qui

hante tous les débats : jusqu'où le chef du Kremlin est-il capable d'aller ? Le matin du 10 octobre, il fait retour à la méthode utilisée à Grozny et à Alep : bombarder avec frénésie, détruire choses et êtres humains pour abraser toute résistance et tenter de rouvrir le front nord avec l'aide de la Biélorussie.

Comme dans les tragédies classiques, il n'y a pas de solution : soit l'agresseur gagne – et c'est l'impunité accordée au cannibalisme politique, et donc relancer la faim jamais assouvie du prédateur –, soit il perd, et l'agresseur agite la menace du nucléaire, dans un jeu d'allusions obliques. Le président américain a déclaré, le 6 octobre, que le risque était réel.

Huit mois plus tôt, le 24 février à cinq heures du matin, l'énormité du crime contre la paix en Ukraine avait coupé le souffle à de nombreux responsables politiques en Europe, que les déclarations de non-guerre de l'agresseur avaient lénifiées. Cette attaque imprévue est apparue comme d'autant plus violente que sa décision semblait gratuite, sans raison évidente : l'Ukraine n'était pas menaçante, l'Otan était en berne et le monde, qui avait accepté l'annexion de la Crimée, regardait ailleurs. Le président russe avait fini par consolider sa stature internationale : sa posture de « tsar qui redonne sa dignité au peuple russe » et d'allié majeur contre l'islamisme meurtrier (bien que l'ayant installé en



Tchéchénie, protégé en Iran, reconnu le premier en Afghanistan, et souvent instrumentalisé de façon criminelle – l’histoire sera faite) préservait son image, malgré une trajectoire marquée dès le début par des crimes, des mensonges et des guerres sanglantes.

Sa double formation idéologique, les mafias russes et le KGB, s’est vue confortée par le succès, l’impunité qui s’ensuit et le vertige du pouvoir. Bien installé avec le temps et le travail des spécialistes du FSB (ex-KGB), qui anticipent les situations possibles, il a fait du mensonge politique une performance, de l’inhumanité une valeur, de la prédation un droit et de la cruauté un moyen – comme tous les autocrates. Avec le vieillissement, l’avidité croissante de celui qui a tout et cette panique paradoxale qui s’accroît avec la toute-puissance (la répression féroce de ses opposants, comme Alexeï Navalny, montre une grande peur), la prise d’indépendance de l’Ukraine depuis 2014 fut perçue comme une trahison. Fureur vengeresse du président : la propagande explique que non seulement l’Ukraine appartient à la Russie, mais qu’elle est russe ! Il s’agit non seulement de la posséder, mais d’en changer l’identité, de la faire *renaître* russe. Déporter (y compris de nombreux enfants) en Russie, déposséder, violer, détruire ce qu’on ne peut voler et, dans les régions occupées, tenter de changer

de force le nom de sa nationalité sur son passeport, les récits des manuels scolaires, les noms de rues et les paroles des chansons populaires, etc. Le projet de « désukrainisation » des habitants dans les régions occupées est différent de l’entreprise de prédation et de domination politique : il s’agit d’anéantir l’identité nationale des victimes, pour leur en donner une autre de force, ce qui ouvre la porte aux crimes contre l’humanité.

---

**Il s’agit d’anéantir  
l’identité nationale  
des victimes, pour leur  
en donner une autre  
de force.**

---

Du côté des victimes, il est difficile de caractériser des crimes en train d’être commis et, plus ils sont énormes et massifs, moins ils nous touchent, suivant un mécanisme souvent décrit : l’extension à l’universel tragique de l’histoire humaine permet de tourner le dos aux crimes déjà floutés par leur effrayante énormité (les guerres sont atroces), alors que la proximité avec un seul d’entre eux nous rendrait fous... Il ne s’agit pas seulement d’indifférence morale, mais d’une incapacité cognitive. Et si prendre conscience, dans la profondeur de son intimité, qu’un génocide est en train d’être commis, entendre son infernale

Mauvaise Nouvelle, était impossible ? Et si comprendre qu'il a vraiment lieu n'avait pour seul effet que de pousser en masse les témoins vers l'hôpital psychiatrique ou le suicide collectif, comme certaines populations décrites par les anthropologues, quand le monde est détruit par la pensée du mal qui s'y commet ? L'échec du « plus jamais ça » est impossible à accepter.

Mais les pâquerettes poussent à la lisière des charniers et « *on peut brûler les enfants sans que la nuit remue* » (Robert Antelme), et donc, chacun, ému par une seule mort, trouve la force de supporter le génocide d'un autre peuple. L'abstraction statistique, dont la sécheresse éponge le sang, nous rend insensibles et permet son usage pervers par Staline, auquel on attribue cette phrase de Kurt Tucholsky : « *La mort d'un être humain, c'est une catastrophe ; cent mille morts, c'est une statistique !* »

Protégé par l'irréalité statistique, le spectateur est une proie facile pour la désinformation sophistiquée (et bien irriguée financièrement) du pouvoir russe et le saccage du mot de « génocide », victime collatérale du mensonge du Kremlin. La propagande de guerre russe est la reconstruction d'une réalité alternative grâce aux technologies actuelles, avec un contenu classiquement stalinien (l'ennemi est fasciste, nazi...). La rhétorique du retournement stupéfiant dans l'autre sens est désormais bien

connue. Le mensonge politique n'a pas besoin d'être crédible ; il suffit qu'il s'impose comme version officielle pour être fonctionnel et permettre le passage à l'acte : sans propagande de guerre, pas de guerre. Et plus le mensonge est exagéré, moins son contenu a d'importance. Il devient une arme de guerre. Mais même pour ceux qui ne peuvent y croire, le simple fait d'entendre certains mots prononcés dans des situations officielles est d'une grande violence morale.

Quand le criminel usurpe la parole de ses victimes, il effectue une prédation de leur identité morale. Le rapt par l'assassin des mots qui expriment leurs valeurs les laisse sans voix. On connaît l'effet de brouillage et d'irréalité du faux. On connaît aussi le lien entre le faux et le sang : « *Ceux qui peuvent vous faire croire à des absurdités peuvent vous faire commettre des atrocités* », selon la citation apocryphe de Voltaire. Mais il y a en plus cette violence du mensonge mimétique, qui s'approprie les valeurs des victimes, privées de la force de leurs propres mots, tant l'écho infernal et avilissant de leur expression revendiquée par l'assassin en abîme l'énoncé.

Être obligé d'écouter le mensonge auquel on ne croit pas et de regarder le menteur outrageant les victimes est une grande violence morale. Les Russes sauront trop tard, lors d'un éventuel grand procès, à quel point

ils ont été « possédés », eux aussi, par cette instrumentalisation de leurs valeurs.

C'est pourquoi le risque de dévoiement, pour le chef du Kremlin, est une terrible menace, qui s'ajoute à celle de perdre fortune et position : c'est une menace face à laquelle certains grands menteurs préfèrent tuer tout le monde et/ou se suicider. Mais notre despote du moment est peut-être aussi plus paniqué que prévu, et de plus en plus. Or c'est à la veille de sa pendaison que l'on fait preuve d'une remarquable intelligence, comme le disait souvent Pierre Hassner, se souvenant d'une phrase de Samuel Johnson. La peur qu'éprouve le despote en voie d'être vaincu, loin d'être terrifiante, selon l'image de la bête acculée, pourrait au contraire constituer un levier de changement...

---

**Véronique Nahoum-Grappe**  
Anthropologue, elle a récemment publié « L'inceste, profanation de l'enfance » (*Esprit*, juillet-août 2022).

## L'ITALIE, ENTRE INSTABILITÉ ET TRANS- FORMISME POLITIQUE

*Anna Bonalume*

Dimanche 25 septembre, les Italiens étaient convoqués aux urnes pour un vote anticipé. L'important résultat obtenu par le parti Frères d'Italie (26 %), conduit par Giorgia Meloni, marque un tournant politique majeur dans le pays dirigé par le gouvernement proeuropéen de Mario Draghi. Pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, un pays fondateur de l'Union européenne sera dirigé par une force d'extrême droite aux origines postfascistes. Ce changement se produit dans un contexte de crise internationale provoquée par la pandémie de Covid-19, que vient encore renforcer la guerre en Ukraine. Et surtout deux semaines seulement après la victoire du parti d'extrême droite Démocrates de Suède, après que d'autres partis similaires, comme le PiS en Pologne, le Fidesz en Hongrie ou l'AfD en Allemagne ont réussi à s'installer durablement dans le paysage politique européen. Comment comprendre l'émergence

et l'affirmation de ces forces politiques d'extrême droite et national-populistes en Europe?

## Une instabilité structurelle

L'analyse de l'évolution politique et économique italienne dans les dernières décennies permet de mieux contextualiser le résultat de septembre. Le paysage politique transalpin est en effet caractérisé par une forme d'instabilité structurelle, qui touche également le cadre institutionnel. Depuis la naissance de la République italienne en 1946, l'Italie a compté pas moins de soixante-deux gouvernements de différentes couleurs politiques : une tendance confirmée aujourd'hui, au moment où le pays s'apprête à inaugurer son quatrième gouvernement depuis 2018. Sur la toile de fond de ces nombreuses passations de pouvoir, il faut par ailleurs souligner l'événement majeur qu'a représenté le déclenchement en 1992 de l'opération « Mains propres », une série d'enquêtes judiciaires ayant mis en lumière un système de corruption et de financement illicite des partis reliant le monde économique et politique. Ce scandale a profondément marqué la société italienne, qui a développé une forme de rejet de la classe politique. Ce sentiment de méfiance a été renforcé par une progression économique très décevante : depuis les années 1990,

la croissance économique est très faible ; elle s'accompagne également d'un vieillissement de la population, et d'une précarité accrue des conditions de travail<sup>1</sup>.

Dans ce contexte, une nouvelle manière de faire de la politique a émergé, celle du populisme incarné par Silvio Berlusconi, qui lui valut son premier succès en 1994. Son slogan, « un président ouvrier », illustre le récit d'un homme ne devant son succès qu'à lui-même, en dépit de la bureaucratie de l'État. Il fait mouche dans le cœur des Italiens tout juste sortis de « Mains propres », qui estiment qu'un entrepreneur charismatique capable de créer des emplois pourra sûrement faire mieux que des institutions traditionnelles corrompues et n'arrivant plus à garantir le bien commun. Dans la période plus récente, la force de cette nouveauté inspire d'autres leaders qui cherchent à leur tour à renverser la table en imposant leur charisme personnel et un nouveau récit. Le Mouvement 5 étoiles, mouvement antisystème créé en 2009 par

1 - Comme le montrent les données de la Commission européenne, du FMI ou de l'OCDE, plusieurs chantiers prioritaires ont été négligés par les gouvernements successifs : l'écart important des conditions économiques entre le nord et le sud du pays, le problème de l'évasion fiscale, les faiblesses structurelles du secteur public, le manque d'investissements dans la production, le chômage des plus jeunes, un système éducatif inférieur à la moyenne de l'UE pour la plupart des indicateurs.

# L'indépendance d'*Esprit*, c'est grâce à vous !

## Mensuel

**100 % NUMÉRIQUE**  
À DURÉE LIBRE

**12€**/mois

**INTÉGRAL**  
À DURÉE LIBRE

**14€**/mois

## Annuel

**100 % NUMÉRIQUE**  
À DURÉE LIBRE

**114€**/an

**INTÉGRAL**  
À DURÉE LIBRE

**144€**/an



**L'abonnement  
depuis le site internet  
vous donne accès  
aux meilleurs tarifs !**

Souscrivez directement par CB ou IBAN sur [esprit.presse.fr](http://esprit.presse.fr)  
ou choisissez parmi les formules présentées ci-dessous :



Bulletin d'abonnement et règlement à retourner à :  
*Esprit - Service relations clients*  
12, rue du Cap Vert - 21800 Quétigny

Formules d'1 an	Numérique	Intégral
France (10 numéros)	120 € <input type="checkbox"/>	150 € <input type="checkbox"/>
International (10 numéros)	120 € <input type="checkbox"/>	165 € <input type="checkbox"/>
- 25 ans ou demandeurs d'emploi   France (10 numéros)	90 € <input type="checkbox"/>	117€ <input type="checkbox"/>
- 25 ans ou demandeurs d'emploi   International (10 numéros)	90 € <input type="checkbox"/>	132 € <input type="checkbox"/>

ES 491

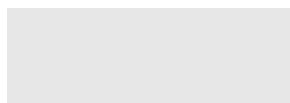
Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse de livraison : .....  
Code postal : ..... Pays : .....  
Ville : .....  
Tél. : .....  
Courriel : .....

☐ Je désire recevoir une facture acquittée

Date et signature  
obligatoires :

### Paiement

Ci-joint mon règlement de ..... € par chèque  
bancaire ou postal à l'ordre de Revue *Esprit*.



[abonnement@esprit.presse.fr](mailto:abonnement@esprit.presse.fr)

Directrice de la publication  
Anne-Lorraine Bujon

Fabrication : TRANSEFAIRE SARL, F-04250 Turriers, 04 92 55 18 14  
[www.transfaire.com](http://www.transfaire.com)

Création de la maquette originale et illustration de couverture: Ip-3 / Olivier Marty

*Publié avec le concours du Centre national du livre*

Dépôt légal octobre 2022 – Commission paritaire 0727 D 81899

ISSN 0014 0759 – ISBN 978-2-37234-231-5

**n° 491, novembre 2022**

Achévé d'imprimer sur les presses de Corlet Imprimeur  
ZI, rue Maximilien Vox  
Condé-sur-Noireau  
14110 Condé-en-Normandie

N° d'impression: 2201.0008



*Esprit* est membre du réseau des revues européennes *Eurozine* ([www.eurozine.com](http://www.eurozine.com))

© ESPRIT – Sauf pour de courtes citations dans une critique de journal ou de magazine, il est interdit, sans la permission écrite des détenteurs du copyright, de reproduire ou d'utiliser les textes publiés dans cette revue, sous quelque forme que ce soit, par des moyens mécaniques, électroniques ou autres, connus présentement ou qui seraient inventés, y compris la xérographie, la photocopie ou l'enregistrement, de même que les systèmes d'informatique.

En application du Code de la propriété intellectuelle, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement, par photocopie ou tout autre moyen, le présent ouvrage sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).